agenzia fides
Fondata nel 1927
Organo di informazione delle Pontificie Opere Missionarie
http://www.fides.org

AFRIQUE/REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE - Appel de l'Archevêque de Bangui : « Faites vite à envoyer des forces de paix. Le coût du retard est incalculable »

Bangui (Agence Fides) – « Nous avons un urgent besoin d'une force bien équipée et bien entraînée (agissant) sous une structure de commandement précise, disposant d'un mandat spécifique et robuste afin de protéger les civils des attaques brutales et de restaurer rapidement la sécurité ». Tel est l'appel lancé aux Nations unies par S.Exc. Mgr Dieudonné Nzapailanga, Archevêque de Bangui, capitale de la République centrafricaine, pays qui risque de sombrer dans le chaos et dans la violence d'une guerre civile généralisée (voir Fides 21/11/2013).
Se référant aux forces de paix déjà déployées dans le pays par les Etats africains limitrophes, l'Archevêque de Bangui indique : « Jusqu'à présent, les forces de l'Union africaine n'ont pas été capables de fournir cela. Nous avons la possibilité de prévenir un rapide empirement de la violence. Le coût du retard est incalculable ».
La force africaine, connue sous le nom de FOMAC, a jusqu'ici déployé dans le pays environ 2.200 militaires, un total largement insuffisant pour garantir la sécurité sur un territoire aussi vaste. La FOMAC devrait, selon ce que prévoit une proposition de résolution du Conseil de Sécurité de l'ONU, se transformer en une force des Nations unies, la MISCA, dont les personnels seraient portés à 3.600 hommes. « Même si nous sommes soulagés par le fait que la communauté internationale prête finalement attention à la République centrafricaine, les attentes de la population sont beaucoup plus élevées » a affirmé Mgr Nzapailanga. « Comment une force mal équipée et limitée à seulement 3.600 hommes peut-elle imposer la paix et la sécurité dans un pays dont le territoire équivaut à deux fois et demi celui de la Grande-Bretagne ? Il faut évaluer avec attention la proposition faite par le Secrétaire général de l'ONU, visant à porter le nombre de militaires à un minimum de 9.000 » a conclu l'Archevêque.
Entre temps, a débuté le déploiement des renforts de troupes que la France a décidé d'envoyer dans le pays en soutien au contingent déjà présent à Bangui. Paris entend déployer au total un millier de militaires en Centrafrique, militaires qui se serviront d'un projet de résolution que la diplomatie française a présenté au Conseil de Sécurité de l'ONU en vue de son approbation. (L.M.) (Agence Fides 29/11/2013)

I contenuti del sito sono pubblicati sotto Licenza Creative Common - http://creativecommons.org/licenses/by/3.0/deed.it